

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 7 juillet 2023

Madame Rosemonde Landry
Présidente-directrice générale
Centre intégré de santé
et de services sociaux des Laurentides
125, rue Duquet
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 0A5

Madame la Présidente-Directrice générale,

La présente s'inscrit dans la bonification des services de répit pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle (DI), déficience physique (DP) et un trouble du spectre de l'autisme (TSA). Un montant de 50 M \$ sur cinq ans est versé aux établissements afin de bonifier les ententes avec les organismes de leur région et d'en élaborer de nouvelles.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a donc le plaisir de vous informer qu'un financement de 756 700 \$ vous est octroyé pour bonifier vos services de répits. Une avance représentant 75 % de ce montant pourra vous être versée dès que vous aurez déterminé les organismes avec lesquels vous ferez des ententes. En effet, puisqu'il vous est possible de faire des ententes avec des organismes qui sont financés par le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) ou non, nous avons besoin de cette information afin d'attribuer le financement au poste budgétaire correspondant. Vous devez donc aviser Madame Julie Cameron, adjointe exécutive, par courriel à l'adresse suivante : julie.cameron@msss.gouv.qc.ca, de la liste des organismes avec lesquels vous conclurez des ententes et de l'imputation budgétaire.

D'autres précisions viendront quant aux modalités précisant le contenu des ententes, mais celles-ci doivent toutes être faites pour activités spécifiques même si l'organisme ne bénéficie pas du PSOC.

... 2

En concordance avec les volontés du ministre responsable des Services sociaux, Monsieur Lionel Carmant, 50 % des sommes doivent être vouées à la consolidation des places et 50 % consacrées à la création de nouvelles places.

Si toutes les places de votre région sont consolidées et que moins de 50 % du montant alloué à votre établissement a été dépensé, vous pouvez utiliser le solde pour développer de nouvelles places. Le montant est destiné à la Direction des programmes en DI-DP-TSA.

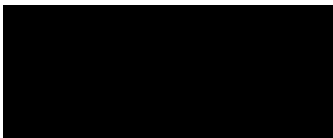
En annexe, le MSSS a élaboré des barèmes pour encadrer le coût des services de répit. De plus, afin de soutenir le développement de nouvelles places de répit, un montant maximum de 20 000 \$, non récurrent, peut être déterminé dans une entente avec un organisme afin de soutenir, par exemple, l'adaptation de locaux (excepté le volet d'immobilisation) ou autres besoins de l'organisme. Le nombre de places créées grâce à ce montant non récurrent doit être indiqué dans l'entente. Des précisions viendront quant aux modalités précisant le contenu des ententes, mais celles-ci doivent toutes être faites sous la forme d'activités spécifiques, et ce, même si l'organisme ne bénéficie pas de financement du Programme de soutien aux organismes communautaires.

À titre de reddition de comptes, votre établissement devra s'assurer de remplir les formulaires GESTRED concernant l'utilisation des sommes. En outre, le MSSS va colliger les informations relatives aux indicateurs suivants : nombre de places consolidées, nombre de places développées, montant de l'entente et montant non récurrent utilisé, s'il y a lieu. Un guide de saisie du formulaire GESTRED vous sera acheminé en temps et lieu.

Pour toutes questions ou informations, vous pouvez joindre les responsables de ce dossier par courriel à dpditsa@msss.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer, Madame la Présidente-Directrice générale, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La sous-ministre adjointe,



Caroline de Pokomandy-Morin

p.j. Annexe 1 : Barèmes répit

c. c. M. Pierre-Albert Coubat, MSSS
M. Sylvain Pomerleau, CISSS des Laurentides

N/Réf. : 23-PF-00346